La France séduite par un coup d'état

Nous avons changé d'époque : la mode n'est plus aux coups d'état violents d'autrefois. Pour renverser la République, plus besoin de prise de pouvoir armée : le système de la monarchie présidentielle joue son rôle. Dissimulé derrière une belle propagande médiatique d'abrutissement des masses, le putsch ne se remarque même pas. La mode est au « coup d'état enjôleur ».

Depuis la Révolution française, tous les ennemis de la République, qu'ils s'appellent légitimistes, orléanistes, bonapartistes ou vichystes, ont cherché le même objectif : étouffer la souveraineté populaire et bâillonner le parlementarisme. L'idée est toujours la même : le peuple ne doit pas exercer le pouvoir, la démocratie parlementaire est une nuisance ; il faut confier tous les pouvoirs à un exécutif fort, conduit par un homme seul, responsable devant personne, qui gouvernera – comme par hasard ! – toujours dans l'intérêt des puissants.

Ainsi on décrit l'arrivée au pouvoir de Macron. Derrière les sourires affables, perce un technocrate « ni de gauche ni de droite » ou « et de gauche et de droite » : nier le clivage gauche-droite, c'est nier la conflictualité sociale au seul profit des puissants. Son premier geste est d'aller s'exprimer devant le Congrès où députés et sénateurs devront écouter la bonne parole présidentielle sans droit de réponse ; puis il se substitue au Parlement pour légiférer à sa place sur le code du travail. Même son annonce d'une baisse du nombre de parlementaires, idée populaire, est un piège : dans le système actuel, réduire les parlementaires, c'est limiter les possibilités pour l'opposition d'être représentée au Parlement (moins il y a de sièges en jeu, plus les rares sièges restant en lice risquent d'aller aux partis dominants) : l'expression même de la ploutocratie.

Certes, on pourrait dire que les Français l'ont élu, lui conférant ainsi une légitimité démocratique. Erreur ! Le système électoral organise la dépossession de la souveraineté politique du peuple. Le mode d'élection du Président de la République est une supercherie. Nous vous en avons déjà touché un mot, voir www.aid97400.lautre.net, lorsque nous évoquons les résultats des présidentielles et des législatives. En effet, quelle est la légitimité démocratique d'un scrutin dans lequel 90% des médias font campagne pour un candidat ? Quelle pertinence possède un scrutin qui, par le mot d'ordre du « vote utile », amène des millions d'électeurs à voter pour un candidat qui ne représente pas leurs idées, mais bien souvent celles des grands médias qui font campagne pour le « vote utile » ? Quelle légitimité a un candidat qui représente 18% des électeurs inscrits au premier tour à se prendre pour le monarque présidentiel ?

Le Parlement n'est guère mieux loti. La stupide inversion du calendrier électoral inféode les élections législatives au résultat de la présidentielle. Dans la quasi-totalité des démocraties européennes, c'est le résultat des élections législatives qui détermine le gouvernement. En France, c'est l'inverse ! On se retrouve ainsi avec des élections législatives auxquelles personne ne participe et des majorités parlementaires extravagantes, détenant 60 % ou 70% des sièges en représentant 15% des électeurs inscrits.

La nouvelle monarchie présidentielle qui commence (et s'annonce sans doute encore pire que les précédentes) démontre l'ineptie du régime actuel, et la nécessité de fonder la 6e République.

Dr Bruno Bourgeon, président d'AID

D'après le Mouvement pour la sixième république